

Forum canadien sur l'Internet
Internet et l'avenir du Canada :
Possibilités et défis

acei | **.ca**
Canadiens
branchés

iisd2010 *20th*
Better living for all—sustainably.

MEDIA
AWARENESS
NETWORK  RÉSEAU
ÉDUCATION
MÉDIAS

Titre du rapport : *Internet et l'avenir du Canada : Possibilités et défis*

Date de publication : Avril 2010

L'Autorité canadienne pour les enregistrements Internet (ACEI) est l'organisme qui gère le registre des noms de domaine .CA du Canada, élabore et applique les politiques qui soutiennent la communauté des internautes du Canada et représente le domaine .CA sur le plan international..

Ce rapport doit être cité comme suit :

Autorité canadienne pour les enregistrements Internet. Internet et l'avenir du Canada : Possibilités et défis. Ottawa, auteur, 2011.

Pour obtenir des renseignements généraux ou concernant les droits d'auteur, veuillez communiquer avec:

L'Autorité canadienne pour les enregistrements Internet
350, rue Sparks, bureau 306
Ottawa, ON K1R 7S8

Tél. : (613) 237-5335

Adresse électronique : info@acei.ca

Site Web : <http://acei.ca>

TABLE DES MATIÈRES

LE PROCESSUS À LA SOURCE DU FCI	3
POURQUOI ÉTABLIR UNE TRIBUNE PUBLIQUE VOUÉE À INTERNET AU CANADA?.....	4
Reconquérir le leadership	5
Relever les nouveaux défis.....	5
Asseoir la gouvernance publique d'Internet.....	5
MESSAGES CLÉS.....	6
Créer une synergie entre la littératie numérique et le développement économique.....	6
Défis inhérents à la gouvernance d'Internet	8
Messages à la communauté mondiale des internautes	8
PROBLÉMATIQUES À DÉNOUER	9
Élaborer une vision nationale d'Internet	9
Accès abordable à des infrastructures et à des services Internet de calibre international à l'échelle du Canada	10
Adapter l'éducation à l'ère numérique	11
Appuyer les responsabilités et les droits individuels au moyen de la littératie numérique.....	12
Permettre l'innovation fondée sur Internet.....	12
Concevoir des médias et du contenu numériques canadiens	13
CONCLUSION	14

RAPPORT SUR LE FORUM CANADIEN SUR L'INTERNET

INTERNET ET L'AVENIR DU CANADA : POSSIBILITÉS ET DÉFIS - FÉVRIER 2011

Introduction

Le processus inaugural qui a abouti à la tenue du Forum canadien sur l'Internet (FCI) s'est déroulé de novembre 2010 à février 2011, et c'est le 25 février qu'a eu lieu l'événement national à Ottawa, en Ontario, le site de l'une des principales grappes canadiennes de haute technologie et le lieu de prédilection de plusieurs sociétés-chefs de file et d'entreprises en démarrage du domaine d'Internet. Le FCI a été organisé par l'Autorité canadienne pour les enregistrements Internet (ACEI) en collaboration avec l'Institut international du développement durable (IIDD) et le Réseau Éducation-Médias (le Réseau).

Plus de 200 intervenants issus du secteur privé, de la société civile, de la communauté de la recherche, du milieu universitaire et du gouvernement ont participé au FCI. La structure du FCI a été inspirée d'événements semblables qui ont eu lieu au cours des dernières années sur la scène mondiale sous l'égide du Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI) de l'Organisation des Nations Unies, de même que dans d'autres pays et régions. Les renseignements au sujet de ces autres événements sont consultables au <http://www.intgovforum.org/cms/>.

Le FCI a constitué une tribune unique permettant aux participants d'explorer les possibilités et les défis que recèle Internet pour l'avenir du Canada. Leurs délibérations ont donné à penser que l'évolution rapide d'Internet exige que non seulement tous les intervenants occupent une place leur permettant de mettre à profit les possibilités qu'il offre, mais également qu'ils travaillent de concert à l'élaboration de démarches de gouvernance multi-intervenants innovatrices afin de gérer les défis qui en émergent.

Des solutions de rechange à cette démarche – par exemple, régir Internet selon les types de structures de gouvernance qui caractérisent les secteurs des télécommunications et de la radiotélévision – risquent d'entraver l'essor d'Internet au Canada et de faillir à optimiser ses effets positifs sur la croissance économique, le développement social et la pérennité de l'environnement.

La réussite de cette incursion dans un territoire nouveau et inexploré contribuera à placer le Canada en position de leader de l'essor de l'économie numérique et de la société de l'information mondiale.

Les objectifs de ce document sont les suivants :

- À l'intention des personnes qui y ont participé et d'autres intervenants intéressés par Internet, faire état des résultats du FCI, lesquels constitueront la plateforme qui alimentera la poursuite des discussions sur les enjeux relatifs aux politiques et à la

gouvernance en matière d'Internet au Canada, de même qu'ils contribueront à l'avancement de la conception de démarches multi-intervenants vouées à les gérer.

- Exprimer un point de vue canadien sur les enjeux relatifs aux politiques et à la gouvernance en matière d'Internet dans le cadre du sixième Forum sur la gouvernance de l'Internet de l'Organisation des Nations Unies qui aura lieu en septembre 2011, à Nairobi, au Kenya.

Le processus à la source du FCI

Le FCI est né d'un processus ascendant qui s'est mis en branle en octobre 2009 lorsque l'ACEI a commandé une enquête d'opinion sur l'élaboration des politiques en matière d'Internet au Canada. L'objectif de l'enquête consistait à estimer la valeur qu'aurait l'organisation d'un nouveau forum multi-intervenants visant à explorer, sous un angle pertinent pour la population canadienne, les enjeux relatifs aux politiques et à la gouvernance en matière d'Internet ainsi qu'à sa gestion. Selon les résultats de l'enquête, les intervenants ont exprimé un vif intérêt envers l'organisation d'un tel forum. (Voir à http://www.scribd.com/full/45224089?access_key=key-1qj7dz4qbzkroogwd62 le rapport faisant état des résultats de l'enquête.)

Toujours selon l'enquête de l'ACEI, le rapport entre l'essor et le déploiement d'Internet et le développement économique et la littératie numérique constitue au Canada un enjeu fondamental d'intérêt public. Ainsi, en novembre 2010, c'est dans le but de creuser ces questions davantage que l'ACEI a organisé une série de six consultations régionales.

Trois d'entre elles ont porté sur le rapport entre le développement économique et Internet. Tenues à Winnipeg, à Iqaluit et à Toronto, elles ont été organisées avec l'appui de l'IIDD. (Voir à http://www.scribd.com/full/54456777?access_key=key-gjok5phsmj1kkavnwmo le document d'information préparé en vue de ces consultations et au <http://cif.cira.ca/reports-digital-economy/>, le compte rendu des délibérations qui y ont eu cours. Les compte-rendus sont seulement disponibles en anglais)

Quant aux trois autres consultations, elles ont porté sur le rapport entre la littératie numérique et Internet. Tenues à Halifax, à Montréal et à Vancouver, elles ont été organisées avec l'appui du Réseau. (Voir à http://www.scribd.com/full/54456793?access_key=key-16relrs97zwu53giwptd le document d'information préparé en vue de ces consultations et <http://cif.cira.ca/reports-digital-literacy/>, le compte rendu des délibérations qui y ont eu cours. Veuillez noter que seul le compte-rendu de la consultation à Montréal existe en français.)

À la suite de ces consultations régionales, soit en décembre 2010, l'ACEI a lancé un groupe de discussion en ligne au <http://cif.cira.ca/groupe-de-discussion/?lang=fr> afin d'offrir à l'ensemble de la population canadienne la possibilité de contribuer au processus sous-tendant le FCI.

Les objectifs du FCI qui a eu lieu le 25 février 2011 comme aboutissement de ce processus étaient les suivants :

- Examiner les résultats des consultations régionales et électroniques.
- Définir un point de vue national sur les enjeux cernés au cours de ces consultations.
- Déterminer les principaux éléments susceptibles de conférer au Canada un rôle de leader en matière d'essor, de déploiement et d'utilisation d'Internet à titre de moteurs de notre développement économique et social futur.
- Tracer la voie qu'empruntera le dialogue au sujet des enjeux relatifs à la gouvernance d'Internet.

Dans le but d'aider les participants au FCI à atteindre ces objectifs, l'ACEI, l'IIDD et le Réseau ont rédigé un document d'information résumant les résultats des consultations régionales et électroniques. En outre, l'ACEI a sollicité la contribution d'invités et de présentateurs experts afin qu'ils traitent des enjeux déterminants inhérents à la gouvernance d'Internet. (L'ordre du jour du FCI est consultable <http://cif.cira.ca/ordre-du-jour-du-forum-canadien-portant-sur-internet/?lang=fr>. Les présentations réalisées par les experts invités au FCI sont consultables au <http://www.slideshare.net/CIRANews/canadian-internet-forum>).

Pourquoi établir une tribune publique vouée à Internet au Canada?

Les participants au FCI et aux consultations régionales et électroniques qui l'ont précédé se sont exprimés clairement : Internet est vital pour l'avenir du Canada.

- Pour le pays à titre d'entité globale, Internet offre des possibilités inédites à exploiter pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux devant lesquels nous nous trouvons et qui se poseront au cours des décennies à venir, et ce, tout particulièrement en raison des caractéristiques géographiques et démographiques qui façonnent notre économie et notre société.
- Pour les gouvernements, les entreprises, les chercheurs, les éducateurs, les dispensateurs de soins de santé et les organismes bénévoles et sans but lucratif, Internet constitue un instrument stratégique d'innovation en matière de produits et de services, de transformation organisationnelle, de stimulation de la productivité et d'amélioration du rendement ainsi que de l'efficacité des communications.
- Pour chaque Canadienne et Canadien, Internet a une incidence grandissante sur les possibilités et les résultats dans tous les domaines de la vie privée et publique, que ce soit en matière d'apprentissage et d'emploi, d'exploration et d'expression, de relations familiales et amicales et d'accès aux services gouvernementaux ou de mobilisation citoyenne et de participation aux affaires publiques.

Le processus qui a abouti au FCI a révélé la naissance, parmi les parties prenantes du domaine, d'un consensus sur l'existence d'un vif intérêt public envers l'essor et l'utilisation d'Internet au Canada. À sa source : ses incidences économiques, sociales et culturelles omniprésentes, lesquelles sont ressenties de plus en plus intensément par les personnes, les familles, les communautés, les organisations et les institutions de partout au pays.

Le processus qui sous-tend le FCI a aussi mis en lumière un consensus nouveau sur la nécessité de l'instauration d'une tribune publique permettant à toutes les parties prenantes de contribuer à l'exploration et à l'affirmation claire de l'intérêt public envers l'utilisation et l'essor futurs d'Internet au Canada, soit en examinant ses incidences, en discutant des possibilités et des enjeux qu'il recèle, en déterminant les mesures à prendre par les intervenants des gouvernements, du secteur privé et de la société civile ainsi qu'en augmentant la sensibilisation à ces questions chez les décideurs et le public en général, et ce, tant au Canada qu'ailleurs dans le monde.

De l'avis de nombreux participants au processus qui a abouti au FCI, les incidences d'Internet sont à tel point omniprésentes et profondes qu'elles constituent la preuve prima facie du besoin d'établir une tribune publique vouée à Internet. De plus, les participants au FCI ont cerné de nombreux motifs plus ciblés pour lesquels une tribune de ce type doit voir le jour au Canada.

Reconquérir le leadership

Bien que le Canada ait toujours compté parmi les leaders mondiaux du déploiement et de l'utilisation d'Internet, les participants au FCI ont dit éprouver le sentiment que nous devons faire mieux. Au cours des dernières années, les études comparatives internationales n'ont pas cessé de démontrer que le Canada accuse un retard à l'égard des principaux indicateurs établis par rapport à Internet, par exemple le coût et la vitesse de l'accès à large bande et la présence sur Internet des petites et moyennes entreprises (PME). En outre, plusieurs se sont dits préoccupés par la lenteur avec laquelle le secteur public, et plus particulièrement les systèmes de santé et d'éducation, adopte Internet.

Les participants au FCI se sont dits convaincus qu'à défaut de se concentrer davantage sur l'essor et l'utilisation d'Internet à titre de priorité nationale dans le contexte de l'économie numérique, le Canada se laisserait distancer encore davantage.

Relever les nouveaux défis

Internet poursuit son évolution rapide. Les dernières années ont été marquées par l'essor du réseautage social, le contenu créé par les utilisateurs et d'autres applications et plateformes Web 2.0 ainsi que la croissance fulgurante des services mobiles à large bande, la prolifération des dispositifs permettant la connexion à Internet et l'émergence des réseaux de capteurs intelligents et d'autres technologies qui auront recours à Internet pour connecter entre eux des objets inanimés par le truchement d'Internet des objets.

Ces tendances et ces innovations soulèvent des questions importantes et complexes au sujet de l'intérêt du public envers Internet, lequel, idéalement, devrait faire l'objet d'une exploration dans la foulée du processus d'innovation afin d'appuyer une prise de décision opportune et judicieuse par les secteurs public et privé.

Asseoir la gouvernance publique d'Internet

Au contraire des réseaux de télécommunication ainsi que de radiodiffusion et de télédiffusion réglementés faisant l'objet d'une gestion centralisée qui ont précédé Internet, celui-ci a été érigé par la base à titre de réseau ouvert de réseaux conçu pour optimiser les possibilités qu'ont les utilisateurs d'accéder, de créer et d'échanger de l'information et réduire au minimum le contrôle de leurs activités. Traditionnellement, à l'image de cette architecture et des valeurs qu'elle incarne, Internet s'est vu gouverné par une base ascendante volontaire et consensuelle, soit par ses promoteurs et ses utilisateurs, au moyen d'un ensemble de structures et de processus disséminés principalement axés sur les aspects techniques et sur le renforcement des capacités en matière d'Internet partout au monde.

Au cours des deux dernières décennies, alors que l'incidence d'Internet devenait toujours plus omniprésente et profonde, des responsables des politiques et des organismes de réglementation étrangers à la communauté des internautes ont commencé à s'occuper des questions juridiques, économiques, sociales et culturelles soulevées par son essor et son utilisation en recourant à une variété de processus de gouvernance. Comme l'a souligné Sally Wentworth, cadre dirigeante des politiques publiques de la Société Internet, lors de sa présentation au FCI, ces interventions ont présidé à la création d'un écosystème de gouvernance d'Internet complexe des plus éparpillés dans lequel interviennent plusieurs acteurs d'horizons divers selon des processus gérés aux paliers régional, national et mondial.

Pendant sa présentation, Byron Holland, président et chef de la direction de l'ACEI, a avancé que devant la complexité croissante de la gouvernance d'Internet, la mise en place d'une tribune publique ouverte à tous procurant un tableau équilibré et complet de l'intérêt public à l'égard de l'essor et de l'utilisation d'Internet et tenant lieu d'éclairage pour les responsables des politiques et les organismes de réglementation, les autres autorités publiques et les décideurs à l'échelle de l'économie et de la société canadiennes est devenue essentielle.

Byron Holland a soulevé qu'un contrôle centralisé et descendant d'Internet, soit la solution de rechange au maintien et à l'amélioration du modèle de gouvernance d'Internet ascendant et consensuel permettant de gérer sa complexité croissante, risque de faillir à optimiser le rôle qu'Internet peut jouer dans l'avenir du Canada.

Messages clés

Créer une synergie entre la littératie numérique et le développement économique

Le FCI et les consultations régionales qui l'ont précédé ont ciblé deux grands thèmes qui se sont dégagés de l'enquête réalisée par l'ACEI sur les intérêts des intervenants canadiens en matière d'Internet : 1) le rapport entre Internet et le développement économique et 2) le rapport entre Internet et la littératie numérique.

- Sous le thème de la littératie numérique, les principales questions concernaient les étapes qui doivent être franchies pour faire progresser la littératie numérique dans tous les segments de la population canadienne, dont la définition large englobe la capacité d'utiliser Internet et d'autres médias numériques à l'école, au travail et dans la vie quotidienne, de comprendre, de mettre en contexte et d'évaluer dans une perspective critique les médias numériques ainsi que les problématiques et les possibilités qui découlent des incidences sociales et économiques de ces technologies, de même que de créer des produits et des services numériques voués à l'utilisation personnelle et au plaisir tout comme au marché concurrentiel.
- Sous le thème du développement économique, les principaux enjeux portaient sur le rôle d'Internet dans l'habilitation à l'innovation, la création d'emplois, l'augmentation de la productivité et de la compétitivité dans tous les secteurs économiques,

l'amélioration de la qualité et de l'efficacité des services publics et gouvernementaux ainsi que dans l'appui à une croissance économique pérenne en contribuant à réduire les impacts environnementaux des activités économiques et sociales.

Le fait que ces deux thèmes sont étroitement liés et que le discours public à leur propos doit être recadré et rééquilibré pour mettre davantage l'accent sur la littératie numérique, soit une tâche qui convient à une tribune publique telle que le FCI, a compté parmi les principaux messages qui en sont ressortis.

Au Canada, le rapport entre Internet et le développement économique a suscité bien des discussions et des débats au cours de la dernière décennie. Toutefois, jusqu'à récemment, les participants à ces discussions étaient pour la plupart issus du secteur des technologies de l'information et des communications (TIC) plutôt que des divers milieux économiques et sociaux touchés par Internet. De plus, c'est balisée par des processus d'élaboration de politiques et des responsabilités institutionnelles concentrés sur l'essor des TIC, de leur infrastructure et de leur capacité industrielle que la majeure partie de ces délibérations a eu cours.

De telles pratiques de gouvernance sont passablement avantageuses, particulièrement lorsque les enjeux et les options sont clairement définis et correctement assortis aux responsabilités et aux capacités organisationnelles. Cependant, lorsque les enjeux et les options sont complexes et qu'ils touchent les différentes responsabilités que comporte l'élaboration des politiques institutionnelles, les structures et les processus de gouvernance peuvent circonscrire à l'excès le discours politique, et des liens essentiels risquent d'être omis, débouchant ainsi sur des résultats qui laissent à désirer.

Comme l'a indiqué Marta Morgan, sous-ministre adjointe, Secteur de la politique, Industrie Canada, lors de son allocution à l'occasion du Forum, cette situation commence à changer. Les principaux enjeux découlant du rapport entre Internet, le développement économique, la capacité de R. et D. et les compétences de la main-d'œuvre, un élément crucial de la littératie numérique, constitueront les fondements de l'élaboration de la stratégie relative à l'économie numérique sous la direction d'Industrie Canada, de Ressources humaines et Développement des compétences Canada et de Patrimoine Canada, laquelle était en cours au moment d'écrire ces lignes.

C'est sans équivoque que les participants au FCI ont accueilli très favorablement l'occasion de contribuer à la construction de ponts entre ces divers domaines de politiques en exprimant leur point de vue sur le lien entre la littératie numérique et le développement économique au moyen d'une tribune ouverte qui leur a permis non seulement de formuler des commentaires sur de vastes questions de politiques et de stratégie, mais aussi de présenter des suggestions précises et pratiques visant à créer des synergies qui sont, dans plusieurs cas, inspirées de leur expérience personnelle à titre d'étudiants, d'entrepreneurs, de fonctionnaires ou de bénévoles.

En somme, bien que dans le cadre des consultations régionales les thèmes du développement économique et de la littératie numérique aient été dissociés, et malgré le fait que l'ordre du jour du FCI ait été structuré sur cette base, les délibérations qui ont eu lieu lors de tous ces événements donnent à penser que dans une perspective pratique, ils ne peuvent être abordés séparément.

Le tableau brossé au cours du FCI a révélé que la littératie numérique et le développement économique doivent être abordés à titre d'éléments complémentaires d'une stratégie de gouvernance d'Internet visant la création d'un cercle vertueux dans lequel la propagation générale de la littératie numérique permet une croissance économique pérenne, laquelle, par ricochet, produit de nouvelles exigences en la matière, de même que la richesse requise pour appuyer son essor soutenu à l'échelle de la population.

Défis inhérents à la gouvernance d'Internet

En plus d'avoir mis en lumière le lien étroit entre le développement économique et la littératie numérique, le FCI a été l'occasion de cerner certains défis inhérents à la gouvernance d'Internet, lesquels, pour permettre l'instauration d'un cercle vertueux entre eux, doivent être relevés. Les voici :

- Parvenir à donner un accès abordable et universel à des infrastructures et à des services Internet de calibre international.
- Doter la population canadienne des connaissances et des compétences dont elle a besoin pour participer à l'économie numérique et à la société de l'information mondiale et y prospérer.
- Instaurer en ligne un environnement stable et sécurisé pour les gens et les organisations, qu'elles soient du secteur public ou privé, en assurant la gestion efficace des ressources cruciales d'Internet tout en protégeant les droits des internautes, dont le droit à la vie privée.
- Promouvoir l'innovation habilitée par Internet au sein des entreprises et des gouvernements ainsi que dans les secteurs de l'éducation et de la santé.
- Favoriser l'intégration numérique de toutes les communautés et de tous les segments de la population canadienne.

Messages à la communauté mondiale des internautes

En s'employant à la préparation d'une perspective canadienne sur les enjeux relatifs à la gouvernance d'Internet aux fins de sa présentation au Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI) de l'ONU, il convient de noter que les principaux messages issus du FCI trouvent leur écho dans les thèmes clés qui encadreront les discussions à l'ordre du jour du FIG qui aura lieu en septembre 2011 à Nairobi. Cet état de fait permet de présumer que malgré les différences entre les niveaux de développement, la plupart des pays se trouvent devant les mêmes défis en matière de gouvernance d'Internet et qu'ils peuvent tirer profit de l'échange d'information sur les expériences et les démarches des uns et des autres. Plus particulièrement :

- La relation entre la littératie numérique et le développement économique définie par les participants au FCI laisse entendre qu'un rapport semblable peut exister entre le développement et le renforcement des capacités, soit deux thèmes transsectoriels déterminés en vue du FGI de Nairobi, malgré les différences qui existent entre un pays développé comme le Canada et les pays en voie de développement, lesquels constituent la majorité des participants à cet événement.

- Les défis les plus cruciaux en matière de gouvernance d'Internet qui ont été cernés au cours du processus qui a abouti au FCI correspondent largement aux thèmes qui structureront les discussions à Nairobi. Ces thèmes comprennent l'accès, la diversité, la sécurité, l'ouverture, le droit à la vie privée et la gestion des ressources fondamentales d'Internet.

Problématiques à dénouer

Les principaux messages lancés pendant le processus qui a abouti au FCI au sujet du lien étroit entre le développement économique et la littératie numérique, de même que le besoin de régler plusieurs problématiques fondamentales en matière de gouvernance d'Internet afin de créer une synergie entre ces domaines d'action publique, fournissent le point de départ d'une conversation publique suivie entre les parties intéressées par Internet au sujet de son rôle dans l'avenir du Canada.

À partir de cette toile de fond, les participants aux activités entourant le FCI ont cerné des problématiques devant être dénouées par les décideurs des secteurs privé, public et sans but lucratif. Comme le décrivent les documents auxquels il est fait référence dans ces lignes, plusieurs de ces questions ont été soulevées lors des consultations régionales et électroniques qui ont précédé le FCI tenu à Ottawa. Leur importance s'est vue confirmée et grandie par suite des présentations et des discussions qui ont eu cours lors du FCI.

Élaborer une vision nationale d'Internet

Entreprise par le Conseil consultatif sur l'autoroute de l'information, la dernière tentative d'élaborer une vision nationale du rôle d'Internet dans l'avenir du Canada s'est déroulée entre la moitié et la fin des années 1990. Bien que des aspects importants de la gouvernance d'Internet, par exemple le commerce électronique, le droit à la vie privée, l'accès à large bande et les pourriels, aient fait l'objet de processus politiques nationaux au cours de la dernière décennie, pour le public, rares ont été les occasions de discuter et de débattre du rôle d'Internet dans l'avenir du Canada, particulièrement à la lumière des nombreux changements qu'ont subi la technologie, l'économie et la société pendant cette période, et du rôle grandissant d'Internet dans tous les aspects de la vie au pays. La consultation nationale sur l'économie numérique réalisée par Industrie Canada à l'été de 2010 constitue la seule exception digne de mention à cette situation. Au moment d'écrire ces lignes, le rapport définitif issu de cette consultation n'avait pas encore été publié.

- Les participants au processus sous-tendant le FCI ont exprimé le besoin d'élaborer une vision nationale du rôle qu'Internet peut jouer dans le développement social et économique du Canada, de même que le besoin de leadership pour la concrétiser, non seulement au sein des gouvernements, mais également de l'industrie, dans les milieux scientifiques et techniques, parmi les universitaires et les éducateurs et à l'échelle des secteurs publics et bénévoles.
- Selon eux, cette vision devrait être inspirée des principes de base de la gouvernance démocratique, tels que les droits de la personne et les libertés fondamentales, et

ceux qui ont guidé l'essor d'Internet, soit l'ouverture, la transparence, la mobilisation multi-intervenants et les processus consensuels, devraient y être intégrés.

Accès abordable à des infrastructures et à des services Internet de calibre international à l'échelle du Canada

Au cours de la dernière décennie, les responsables des politiques et les organismes de réglementation de tous les paliers gouvernementaux ont accordé beaucoup d'attention aux questions entourant l'objectif qui consiste à permettre l'accès à des infrastructures et à des services Internet de calibre international à l'échelle du Canada. Le gouvernement fédéral, les provinces, les territoires et certaines municipalités ont financé le déploiement de l'infrastructure à large bande dans les régions rurales et éloignées du pays. Quant au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), il a demandé aux opérateurs en place d'étendre l'accès à leurs réseaux à large bande et s'est débattu avec les problèmes concernant la concurrence loyale et la tarification de l'accès aux services Internet par les acheteurs au détail et la clientèle grossiste. Malgré l'attention qu'elles ont captée – mais peut-être à cause de celle-ci –, les questions relatives à l'accessibilité, à la qualité et à la tarification des services Internet au Canada ont constitué l'un des principaux sujets de discussion tout au long de la démarche entourant le FCI.

- Les participants au processus ayant abouti au FCI se sont dits préoccupés par le fait que les services offerts à la population canadienne accusent un retard en matière de vitesse de téléchargement et de coûts ainsi qu'en nombres absolus par rapport à ceux offerts ailleurs dans le monde, ce qui, selon eux, constitue un obstacle à l'innovation économique et sociale.
- Ils se sont aussi dits inquiets de la façon dont les questions de neutralité du réseau et de pratiques en la matière, par exemple les limites d'utilisation de la bande passante et les frais basés sur l'utilisation altèrent l'accessibilité, l'abordabilité et l'utilisation des services Internet.
- Le fait que les difficultés auxquelles se heurte la population canadienne vivant en milieu rural et dans le Nord sont beaucoup plus grandes que celles vécues par leurs concitoyens d'ailleurs au pays a été confirmé à Iqaluit et reconnu lors des autres consultations, mais les possibilités qui s'ouvriront à elle pourraient l'être tout autant. Par suite du changement climatique et des tendances géopolitiques, pour la toute première fois depuis des décennies, le Nord constitue un pôle d'intérêt pour les responsables des politiques nationales en matière d'économie, d'environnement ainsi que de sécurité, de même qu'un pivot de l'identité canadienne. Potentiellement, Internet permettrait de réagir plus efficacement aux difficultés et aux possibilités devant lesquelles se trouve la population canadienne du Nord et du milieu rural.
- En s'interrogeant sur la façon de satisfaire ses besoins, les participants au FCI ont signalé que comme il existe « trois Nord » considérablement différents, les processus relatifs à la gouvernance d'Internet doivent déterminer le niveau de granularité qui reflète et respecte les différences des communautés respectives qui y vivent.

- En songeant à l'avenir et à l'objectif de doter le Canada d'une infrastructure Internet de calibre international, Marc Blanchet, ingénieur de réseaux chez Viagénie, a fait remarquer pendant sa présentation au FCI que toutes les adresses IPv4 restantes avaient été attribuées récemment et a signalé qu'il devient urgent d'accélérer la transition vers l'IPv6, car elle est essentielle à la stabilité et à la croissance future d'Internet ainsi qu'à la capacité durable des entreprises de rejoindre leurs clients et les consommateurs afin qu'ils aient accès aux applications, aux services et au contenu générés par les fournisseurs de leur choix.

Adapter l'éducation à l'ère numérique

Nombreuses sont les sources de littératie numérique. Au début, le plus souvent, la démarche est autodidacte; elle se déroule en famille et entre amis au moyen d'ordinateurs, de téléphones intelligents et d'autres dispositifs branchés à Internet. Bien qu'elle s'acquière aussi de façon plus structurée auprès d'établissements d'enseignement et en milieu de travail, pour plusieurs, le développement de la littératie numérique consiste en grande partie en un processus social autoguidé.

- Les participants aux consultations du FCI ont reconnu que l'essor futur de ce qu'ils ont nommé, entre autres, « l'économie de l'information » ou « l'économie créative », implique que la population canadienne devra acquérir progressivement une littératie numérique plus approfondie, soit une littératie qui lui permette non seulement d'utiliser les outils de l'économie numérique, mais aussi de comprendre l'incidence de ces outils ainsi que les possibilités et les défis qui en découlent dans le but de les accueillir avec créativité.
- Les participants au FCI ont insisté sur l'importance des programmes d'accès communautaires voués à la sensibilisation et à l'éducation du grand public et des populations marginalisées, dont celles vivant en milieu rural ou en région éloignée.
- Les participants à la consultation ont aussi adopté le point de vue selon lequel le système d'éducation canadien doit assumer un rôle crucial dans ce processus, mais qu'il n'y parviendra pas à moins de revisiter le cursus et la pédagogie de façon à tirer beaucoup plus d'avantages d'Internet pour réaliser des initiatives telles que l'amélioration de l'accès aux connaissances, la personnalisation de l'apprentissage selon les besoins et la stimulation de la créativité tout au long du processus éducatif.
- Au cours de sa présentation devant les participants au FCI, le Dr Gerri Sinclair, directeur du Gerri Sinclair Group, a signalé le fait qu'au Canada, l'éducation est une responsabilité provinciale, ce qui crée des entraves juridictionnelles à l'élaboration de stratégies nationales de transformation de l'éducation et de l'essor de la littératie numérique.
- Toutefois, dans une perspective positive, plusieurs participants au FCI ont attiré l'attention sur le rôle potentiel des étudiants, particulièrement des niveaux postsecondaires, à titre de catalyseurs du changement.

Appuyer les responsabilités et les droits individuels au moyen de la littératie numérique

Au cours de la dernière décennie, les gouvernements du Canada ont élaboré des politiques et une réglementation visant à protéger les droits de la population canadienne dans l'environnement en ligne et à susciter la confiance envers la sécurisation des transactions qui ont cours sur Internet. Quant à l'ACEI, elle veille aussi à sécuriser le registre .CA. Au cours de la même période, les fournisseurs d'accès Internet ont élaboré des codes de conduite pour régler les problèmes relatifs aux pourriels et à d'autres phénomènes irritants. Les tribunaux ont appliqué les lois existantes dans les cas de fraude, de pornographie infantile et de propos haineux observés en ligne. Au moment d'écrire ces lignes, des projets de loi étaient soumis à la dernière session parlementaire afin de conférer de nouveaux pouvoirs aux services de police afin de les appuyer dans la lutte contre la cybercriminalité.

- Malgré toutes ces mesures, les participants aux consultations régionales ont désigné invariablement la sécurité sur Internet à titre de problématique clé devant être dénouée par les politiques canadiennes en matière d'Internet. Cette opinion a été confirmée et affirmée encore davantage par les experts et les autres participants au FCI.
- Les participants au FCI se sont dits d'avis que peu importe les lois instaurées et les ressources affectées aux enquêtes sur le cybercrime, le caractère sans frontière d'Internet et la vitesse à laquelle il évolue exigent que chacun acquière un niveau de littératie numérique lui permettant d'assumer la protection de ses droits et de ceux des gens avec lesquels il communique en ligne.
- À la lumière des tendances et des développements qui transforment Internet et soulèvent de nouveaux enjeux en matière de droit à la vie privée, de sécurité, de gestion de l'identité et de l'éthique en ligne, particulièrement pour les enfants, les jeunes, les aînés et les autres segments vulnérables de la population canadienne, il s'agit là d'un défi grandissant. Afin de suivre le rythme de ces tendances, les politiques et la réglementation doivent être mises à jour.
- Dans leur présentation lors du FCI, Jacob Glick, conseiller en matière de politiques chez Google Canada, et le Dr Gerri Sinclair ont tous deux attiré l'attention sur le rôle capital de la littératie numérique lorsqu'il s'agit de créer un environnement en ligne sécuritaire, particulièrement pour les enfants et les jeunes. Dans la même foulée, le Dr Sinclair a mis en lumière les défis que soulèvent les modèles fonctionnels actuels et l'analyse des données ainsi que les dangers d'instaurer le mythe selon lequel nos jeunes sont des « natifs du numérique ».

Permettre l'innovation fondée sur Internet

Tout comme les questions entourant l'accès Internet, son rôle dans la propulsion de l'innovation à l'échelle de l'économie et de la société ainsi que dans l'amélioration du rendement canadien en matière de R. et D. a suscité beaucoup d'intérêt chez les responsables de l'élaboration des politiques au cours des dernières années. Le gouvernement fédéral a instauré des mesures visant à stimuler les investissements privés en R. et D. dans divers secteurs stratégiques, dont les TIC, à favoriser l'investissement dans

l'adoption d'Internet et le matériel d'information et de communication par les entreprises canadiennes et à promouvoir l'essor du commerce électronique, particulièrement auprès des PME. Il a aussi appuyé la création d'un réseau évolué de recherche et d'éducation à grande capacité ayant pour mission d'assurer une liaison entre les universités canadiennes et de favoriser la formation de réseaux de centres d'excellence en recherche, et ce, dans toutes les disciplines, soit le réseau CANARIE.

- Comme l'a indiqué à l'assistance du FCI Jim Roche, président et chef de la direction de CANARIE, malgré ces efforts, le rendement du Canada en matière d'innovation et de R. et D. demeure à la traîne par rapport à celui d'autres pays avancés.
- Au cours de sa conférence devant le FCI, le visionnaire des technologies, Leonard Brody, a exposé une série de transformations économiques et sociales fondamentales qui ont découlé de l'avènement d'Internet. Il a également exhorté les participants d'avoir le courage de se hasarder et de saisir les occasions nées de ces changements.
- En adéquation avec ce conseil, les participants aux consultations régionales avaient déjà suggéré qu'à l'occasion du FCI, il serait opportun de se pencher sur la façon dont l'évolution d'Internet influe sur l'innovation en R. et D. et en matière de services commerciaux et publics, et plus particulièrement sur les tendances telles que la montée des réseaux sociaux, le contenu créé par les utilisateurs, les démarches « d'innovation ouverte », les systèmes intelligents voués à l'énergie, au transport et à la gestion des immeubles ainsi que l'Internet des objets.
- À partir de leur expérience personnelle, les participants au FCI ont fait état des difficultés devant lesquelles se trouvent les entrepreneurs canadiens lorsqu'il s'agit concevoir des produits et des services innovateurs en ligne. Plusieurs participants ont désigné l'accès limité au capital de risque comme principal obstacle à l'innovation au pays.

Concevoir des médias et du contenu numériques canadiens

L'essor de l'industrie des médias et du contenu numériques de calibre international au service des marchés nationaux et internationaux a considérablement transformé le paysage. Au cours des dernières années, cette industrie a pris de l'expansion dans plusieurs régions canadiennes. Le mouvement Canada 3.0 a vu le jour avec pour mission d'exprimer clairement les stratégies et les objectifs nationaux en matière de médias numériques. Les questions relatives au contenu ont été érigées à titre de piliers de la stratégie de l'économie numérique au pays. Les tendances et les mouvements qui transforment Internet lèvent les barrières faisant obstacle à l'entrée dans l'industrie des médias et du contenu numériques en permettant, entre autres, la création de contenu par les utilisateurs, et ouvrent l'accès aux possibilités du marché mondial que les entrepreneurs canadiens ont eu tôt fait de saisir, par exemple dans le domaine des jeux en ligne.

Conclusion

Le FCI a été couronné de succès. Il a atteint ses objectifs et a prouvé qu'il est possible d'enrichir les processus de gouvernance d'Internet au moyen d'une tribune publique qui offre un espace où les parties intéressées peuvent se rencontrer, discuter et débattre de l'intérêt public en matière d'Internet, et ce, en dépassant les limites des structures institutionnelles établies, poursuivant ainsi le but de parvenir à des consensus au sujet d'enjeux clés qui éclaireront la prise de décision dans les secteurs privé, public et sans but lucratif.

Les participants au FCI ont compris son importance. Ils désirent que le mouvement persiste et que des mesures soient prises par suite de leur participation. De nombreuses suggestions y ont été formulées sur la façon de poursuivre les avancées, y compris l'élaboration d'un plan d'action global, la tenue de forums régionaux et l'établissement de groupes de travail affectés à des enjeux particuliers.

Les premières étapes du processus qui mènera à l'évolution du FCI sont les suivantes :

- Au moyen de ce rapport et de la documentation afférente, présenter aux principaux acteurs d'Internet et aux secteurs public et privé les résultats de la première discussion multi-intervenants ascendante à grande échelle sur les possibilités et les enjeux inhérents à la gouvernance d'Internet à avoir eu lieu au Canada dans le but de mieux éclairer leur processus de prise de décision et d'élaboration de politiques ainsi que d'obtenir leur rétroaction sur la valeur ajoutée que le FCI pourrait conférer à leurs activités.
- Poursuivre et élargir les conversations qui ont été entreprises au cours des consultations régionales et du FCI du 25 février 2011 par le truchement du groupe de discussion en ligne auquel on peut participer au <http://cif.cira.ca>.
- Faire état des résultats du FCI à l'occasion du sixième Forum sur la gouvernance de l'Internet de l'ONU qui aura lieu du 27 au 30 septembre 2011 à Nairobi, au Kenya, dans le but de partager l'expérience canadienne acquise par la tenue du FCI avec d'autres qui ont instauré des processus semblables en en tirant les leçons et en profitant de leurs conseils.
- Sur la base de la rétroaction obtenue de toutes ces sources, avant la fin de 2011, proposer aux participants au FCI et aux autres membres de la base politique et économique canadienne d'Internet des initiatives visant à faire progresser le FCI.

L'ACEI, l'IIDD et le Réseau remercient tous ceux qui ont enrichi de leur temps, de leur expertise et de leur perspicacité le premier FCI et le processus qui l'a précédé. Nous sommes enthousiastes à la perspective de poursuivre notre collaboration ayant pour but d'aider les Canadiennes et les Canadiens à découvrir, à comprendre et à réaliser les possibilités incroyables qu'Internet offre pour des lendemains meilleurs.